

## **Penser l'engagement au prisme de la norme sociale : le sens subjectif des pratiques de consommation écologique**

Gabriel Montrieux  
Laboratoire Triangle – UMR 5206  
Université Lyon 2 / ENS Lyon  
Doctorant en Science Politique  
Sous la direction de Nathalie Dompnier  
gabriel.montrieux@univ-lyon2.fr

Face au constat généralisé d'une dévaluation progressive de la légitimité accordée à la démocratie représentative, les dispositifs de démocratie participative ou délibérative sont présentés comme porteurs d'un certain renouveau démocratique. Mais si les dispositifs classiques de démocratie participative font l'objet d'une très large littérature, le débat sur les voies de renouvellement de la démocratie laisse peut-être encore trop à l'écart certains pans d'innovation démocratique. Le pouvoir de contrôle des citoyens ne se limite en effet pas au champ politique, et tendrait également à s'exercer dans le champ économique, au travers notamment de la figure du « consom'acteur » (Rumpala, 2009). Cette théorie du « consom'acteur » s'établirait « avec le secret espoir que le mécanisme concurrentiel permette de faire avancer les causes ainsi portées plus efficacement que les lois et les autres formes de régulation publique » (Cochoy, 2008, p.109).

Discutés de manière globale en fonction d'acceptions et de formulations multiples, les enjeux écologiques n'en restent pas moins fréquemment pensés à l'aune de la participation citoyenne, au travers de la capacité de ces mêmes citoyens à mettre en place et à soutenir localement des alternatives sociales, économiques et écologiques. Les modes de vie et pratiques quotidiennes de consommation deviendraient alors « le théâtre d'action infra-politique d'un type nouveau » (Dobré, 2002, p.10), posant ainsi la question de l'articulation entre pratiques individuelles et enjeux collectifs. Face aux enjeux de politisation des pratiques pour des consommateurs citoyens isolés et atomisés (Cochoy, 2008), les dispositifs collectifs de circuit-courts offrent un terrain privilégié pour interroger la construction de ces espaces d'expression citoyenne (Dubuisson-Quellier, 2009). Les promoteurs de ces pratiques proposent une vision politisée et réflexive de la consommation écologique, en supposant la volonté des « consom'acteurs » de participer « à la sauvegarde et au développement de l'activité agricole locale et écologiquement soutenable » (Cottin-Marx et Cabantous, 2013). De fait, leur rapide diffusion et institutionnalisation (Lanciano et Saleilles, 2011) dans la dernière décennie interpelle quant à leur signification politique. Se pose ainsi la question de la nature d'une participation restant particulièrement faible au sein de ces structures (Mundler, 2007). Ces pratiques pouvant renvoyer à des dimensions plurielles (écologiques, sociales, sanitaires, gustatives, etc.), le sens réellement accordé par les participants à leurs pratiques reste peu défini, en particulier en ce qui concerne les participants distancés ou intermittents (Lamine, 2008). Il en va de même pour les processus de politisation concernant ces pratiques quotidiennes, organisées dans un contexte associatif où la recherche de convivialité peut amener à évacuer les dimensions politiques ou conflictuelles (Hamidi, 2006).

Les analyses prennent ici appui sur la mobilisation de matériaux produits dans le cadre d'un travail de thèse portant sur la construction sociale de l'écocitoyenneté, à partir d'une quarantaine d'entretiens réalisés auprès d'adhérents de cinq systèmes de paniers en circuits-courts, Amap et assimilés, au sein de l'agglomération lyonnaise. Ce travail est doublé de nombreuses observations réalisées au sein de ces structures, en participant plusieurs mois d'affilés aux distributions, à la confection des paniers, aux réunions du CA ou du comité d'organisation.

Rendre consensuel le politique

Les observations menées au sein des structures de panier en circuits-courts mettent en évidence la formulation d'une norme tacite de la « bonne » consommation qui se traduit par le recours à des mécanismes informels de domination. En tant qu'espace associatif, l'organisation du collectif repose essentiellement sur la recherche d'une convivialité entre adhérents. Seules les réunions restreintes des CA ou comités d'organisation sont le lieu de débats réguliers. Ces structures de paniers en circuits-courts usent ainsi de mécanismes classiques, au sein d'association, d'évacuation des formes de conflictualité en vue de la conservation d'une convivialité (Hamidi, 2006), induisant des processus de liquidation des marqueurs politiques clivants.

Pour autant, les organisateurs de ces pratiques sont pris entre l'injonction de faire tenir du politique, pour conserver la particularité des modes de consommation dont ils se revendiquent organisateurs, et cette injonction à la convivialité. Les discours de sensibilisation ou ceux se revendiquant d'une dimension politique usent de catégories floues, les rendant dès lors consensuelles au sein d'un espace donné. Floutées et indéfinies, les catégories employées pour parler de ces pratiques sont décontextualisées, rendus aussi abstraites qu'insaisissables, telles que l'utopie concrète, l'initiative citoyenne, l'agriculture respectueuse, raisonnée, saine, responsable ou paysanne, la consommation citoyenne, responsable, participative, voire tout simplement positive.

Ces discours usent ainsi d'éléments de langage dénués de significations en soit qui déterminent leur force moins par le pouvoir de désignation que, au contraire, d'une non-désignation et d'une définition positive de l'abstrait, reposant ainsi sur une « novlangue issue des sciences de la politique et de l'écologie, qui s'impose à renfort de mots creux » (Chauvier, 2013, p.21). Au-delà de ces catégories, la production d'un discours fuyant, évacuant les possibles conflictuels du politique, passe également par la désignation d'adversaires-épouvantails, Mc Do, Monsanto, la malbouffe, par l'édiction du respect organisationnel et le savoir-être dans les Amap (respect des horaires, des engagements semestriels ou annuels, la conservation de l'ambiance conviviale et pacifiée, etc.) ou plus généralement la définition des comportements et des sens pratiques légitimes (le savoir-faire culinaire, le goût légitime, les pratiques de tri sélectif, etc.). Loin de voir dans ce travail social de construction de l'abstrait une forme de complète évacuation du politique et une résignation face à un impératif indépassable de convivialité et de pacification, ces productions symboliques agissent comme ressource, faisant exister du politique par des symboliques reconnues et étiquetées politiquement dans un contexte de liquidation des formes de conflictualité. Le processus de floutage sémantique des catégories mobilisées, par anticipation du conflit, ou par nécessité de construire un langage commun pacifiant, rappelle ainsi ce que Luc Boltanski analyse au travers de la « cohésion d'un ensemble flou ». Selon lui, « c'est parce qu'elle demeure vague au sens de relativement indéfinie et de relativement indéterminée, malgré le travail de définition sociale dont elle fait l'objet ou, plutôt, à travers lui, que la catégorie peut exercer des fonctions d'amalgame et de neutralisation des antagonismes les plus puissants sur une fraction étendue de l'espace social » (Boltanski, 1982 ; p.482).

Les modes d'explicitation de ces catégories rendues flottantes usent de détournement, de points d'ancrage venant évacuer le sens proprement politique et potentiellement conflictuel de ces pratiques vers des explications plus difficilement soumises à débat. L'explicitation tacite qui, par exemple, détourne le sens politique vers la légitimation de préoccupations individuelles axées autour d'un « néo-hygiénisme », c'est-à-dire sur un encodage de l'écocitoyenneté au prisme « de la santé, du bien-être, de la salubrité » (Tozzi, 2013), est opérée comme stratégie de sensibilisation au sein de ces structures. En venant positionner le sens de ces catégories non plus dans le domaine du politique, mais dans le domaine du néo-hygiénisme au nom du politique, les porteurs du discours ont pour objectif plus ou moins affiché de jouer sur une corde sensible, en faisant exister du politique au travers de la mobilisation de préoccupations singulières ou individuelles (en venant disqualifier notamment la consommation de masse ou la malbouffe au prisme de ses effets sanitaires).

## Détention d'un discours légitime et pouvoir symbolique

Les organisateurs de ces structures se positionnent comme dominant au sein du collectif, et dès lors comme détenteurs d'un discours légitime reposant sur la mobilisation de ces catégories, sur l'édition de ce sens moral et pratique qui règle le fonctionnement interne et les représentations légitimes au sein de ces structures. Cette position dominante est objectivable tant par leurs positions officielles d'organisateur (nécessitant en soit des compétences spécifiques dans le domaine associatif), que surtout, par la détention de capitaux spécifiques leur conférant une légitimité à manier des catégories labellisées politiquement. Les engagements militants, voire politiques, sont ainsi des marqueurs récurrents des parcours de ces organisateurs – capitaux spécifiques dont les simples adhérents sont le plus souvent dépourvus – rappelant une fois encore la porosité entre ces mouvements associatifs portés au sein d'une société civile se revendiquant d'une autre politique et un champ politique qui alimente en capitaux ces mêmes mouvements associatifs (Siméant, 2003). Ces agents sont ainsi garants d'une norme morale faisant exister les principes de fonctionnement et d'engagement des Amap.

« Les lois de l'offre et du marché, tout ça. Si y'a plus de gens qui achètent de la viande respectueuse, y'aura plus de viande respectueuse qui sera produite [...] Ce serait mieux que tout le monde fasse pareil, mais je ne vais pas les obliger quoi. Au moins, je dirais que j'ai la conscience tranquille parce que je sais que je ne participe pas à ça ».

Organisateur d'une association étudiante de paniers en circuits-courts.

On retrouve dans ce discours l'ambiguïté de l'implicite, l'affichage permissif masquant (à peine) l'accent autoritaire de l'imposition tacite. La position tenue est ainsi d'autant plus autoritaire que cette imposition est exercée au nom du permissif, au nom de la conservation du consensus ou de la convivialité, qu'elle ne s'exerce donc pas à travers la mise en débat ou l'explicitation des principes et règles de fonctionnement, mais bien plus sûrement via l'édition d'une norme. On retrouve ici la fonction du porte-parole décrite par Pierre Bourdieu, où les organisateurs de ces pratiques détiennent un pouvoir symbolique à la hauteur de leur domination statutaire au sein de ces structures. En tant que dominants, ils détiennent ainsi la légitimité du discours, des représentations autorisées, des normes de fonctionnement et de savoir-être. Il est ainsi impossible de séparer le langage de son usage social, « le pouvoir symbolique est une forme transformée, c'est-à-dire méconnaissable, transfigurée et légitimée, des autres formes de pouvoir » (Bourdieu, 2001, p.210). On constate également la performativité de cette fonction dominante qui, en dictant les éléments de langages et normes de fonctionnement, énonce le légitime et mettent en circulation les éléments dont ils sont les détenteurs, soit, en dictant le légitime, viennent rendre légitime leur propre diction.

## De la réception distanciée...

Ce travail de construction de représentations et principes légitimes tacitement édictés comme norme au sein du collectif n'est pas sans effet sur la construction des représentations et des postures des « simples » adhérents. L'intériorisation de cette incompétence statutaire se retrouve formulée dans les entretiens sous une forme classique d'auto-déshabilitation ou de respect d'une position distanciée. Une adhérente d'une association étudiante de panier en circuits-courts, en position objective de domination au sein de cet espace, issu des milieux populaires employés, ne détenant pas de capitaux politiques ou militants spécifiques, justifie ainsi, par la reconnaissance de son illégitimité relative, sa très faible participation à la vie de l'association : « j'ai peur de ces gens qui sont militants, qui connaissent leur truc sur le bout des ongles ». Loin d'être isolé, ce mouvement de distanciation est perceptible dans de nombreux discours et fait ainsi écho à des analyses désormais classiques de

construction d'un cens caché, d'une posture de domination intériorisée, tant en terme d'auto-(dés)habilitation à la participation que d'auto-(dé)légitimation à tenir un discours politique (Bourdieu, 1977 ; Gaxie, 1978). La production de ce cens caché semble ainsi participer, par auto-déshabilitation, à la crise de vocation au sein des structures de panier telle que relevé dans la littérature scientifique (Mundler, 2007 ; Dubuisson-Quellier, 2008). Les catégories légitimes sont mobilisées dans le discours de cette enquêtée en vue de se revendiquer de cette légitimité, mais sans maîtrise sur celle-ci, c'est à dire sans capacité d'explicitation, laissant place à une mobilisation morale : « Ce que j'ai compris dans l'asso de paniers, c'est que le producteur, c'est un paysan du coin, dans une agriculture raisonnée... C'est bien... Moi ça me plaît, c'est éthique... Je sais pas ». Cette novlangue, en se constituant comme légitime au sein d'un espace donné, vient écraser les mises en mot profanes et organise ainsi la dépossession ou la remise de soi à un langage et à un ensemble de principes et représentations dont la maîtrise revient aux détenteurs d'une compétence statutaire (Bourdieu, 2001). Au-delà de l'assignation à une position dominée, le travail social de construction d'un flou vient conditionner une impuissance à penser politiquement des catégories dites politiques. Autrement dit, ce flou organisé offre, par définition, peu d'éléments permettant la construction des opinions, les reléguant au stade d'avis vagues, peu structurés, dont la faiblesse de caractérisation peut être ressentie comme génératrice d'un désarroi ou d'une impuissance face à des pratiques peu définies et face à des enjeux globaux rendus abstraits.

« On a quand même un rôle à jouer, autant le faire, on verra bien ce que ça nous amène. En même temps là où je suis paradoxale, c'est que j'y crois pas tellement en fait. Je fais tout ça, je me dis ouais, je suis un grain de sable, et les gouttes d'eau font les océans donc c'est important de le faire, et y'a peut-être une petite lueur d'espoir. Je me dis, le monde il bouge et tout, mais dans quelle mesure ça aura vraiment un impact, quelle marge de manœuvre on a par rapport à tout ça, on se rend pas bien compte... Au moins, je me dis, je culpabilise pas d'aggraver les choses, on va dire »  
Adhérente d'une Amap, centre-ville de Lyon

Cette adhérente, salariée au sein d'un service de psychologie universitaire, issue d'une famille d'ingénieurs, exprime la reconnaissance d'une norme morale, mais qui génère une impuissance à expliciter et caractériser le sens de cette éthique. Malgré les capitaux culturels détenus par ailleurs par cette enquêtée, par sa socialisation primaire, par son niveau d'étude, par sa position sociale, l'explication de cette éthique du « rôle à jouer » est mise à mal tant par la non- détention de capitaux militants ou politiques spécifiques que par la formulation en amont de catégories rendant indispensable ces capitaux spécifiques pour décrypter le sens de ces vagues catégories. L'indicible devient ainsi l'impensable (Bourdieu, 2001, p.226), le caractère indéfini des catégories employées, la dimension morale des normes de subjectivation et de fonctionnement induisent une impuissance en confisquant les éléments pratiques d'explicitation. La mobilisation des catégories de l'écocitoyenneté correspondent dès lors à une bonne volonté culturelle, celle de la reconnaissance de la légitimité de ces biens symboliques, mais repris dans une dimension morale, laissant entrevoir, au-delà des qualificatifs d'une consommation citoyenne ou éthique, l'investissement de préoccupations individuelles ou diététiques pour produire du sens à l'endroit du flou.

« C'était un moment [l'entrée dans l'association] où je cherchais à manger mieux, pour un souci d'abord diététique, légume, fruits, tout ça, et puis ensuite après je me suis dit que ce serait quand même pour... Ba pour manger plus de légumes déjà, et des produits de qualités, et en plus faire marcher le commerce local, et finalement c'est venu facilement à moi »  
Adhérente d'une association étudiante de panier en circuits-courts

Cette enquêtée, dont la socialisation primaire est marquée bien plus par les préoccupations diététiques que par la socialisation militante, reconnais ici le pouvoir de légitimation symbolique des catégories de l'écocitoyenneté en les mobilisant, mais en leur donnant une signification

correspondant à ses préoccupations (opération rendue en partie légitime par le travail social tant de floutage que de spécification néo-hygiéniste entrepris par les organisateurs de ces pratiques). À la non-reconnaissance du pouvoir symbolique

Au-delà de ces processus d'appréhension éthiques sur la base d'une bonne volonté culturelle, une mise à distance par le rejet des catégories, de leurs teneurs morales ou des principes de fonctionnement s'exprime au travers des discours de certains adhérents des structures de panier en circuits-courts.

« Ce qui me soûle, c'est la règle "c'est de telle heure à telle heure, nanana". Je me suis dit "Ô putain, c'est trop des méchants, si tu viens pas chercher ton panier c'est trop grave et tout". Du coup ça m'a fait peur... [...] J'ai trouvé ça un peu triste dans l'idée, le mec il vient, il apporte juste ce qu'il faut. Moi j'aimerais bien avoir du fromage, et des fois non. Un peu comme au marché, en fonction des humeurs ».

Adhérent d'une Amap dans un quartier populaire de Lyon

« - Ils me gavent un peu avec leur moraline là. Ouais, c'est bien, manger bien, manger sain, sauver les bébés phoques, tout ça. Après, moi je fais ça parce que c'est pratique avant tout. Si je voulais vraiment sauver la planète, bah je m'engagerais vraiment, tu vois, Je ne ferai pas semblant en achetant des légumes dans une cagette en bois. [...] Ils sont sympa t'sais, ils sont dans leur trip, c'est tout... Ils sont gentils, moi je suis d'accord au fond hein, mais ça me fait chier de me faire moraliser pour tout et n'importe quoi quand j viens récupérer mes légumes, j'avoue, ouais. Ils s'prennent un peu pour nos parents tu vois, c'est assez paternaliste comme approche ».

Adhérent d'une association étudiante de paniers en circuits-courts

Ces deux extraits d'entretiens permettent d'exemplifier les défiances vis-à-vis du pouvoir symbolique structurant les rapports de force au sein de ces espaces. La première défiance provient d'un rejet des modes de fonctionnement, établis comme principes moraux, non explicités et non soumis à débats au sein de la structure. La seconde porte plus directement sur les catégories morales déployées au sein de l'association. Cette défiance correspond ici à la non-reconnaissance du pouvoir symbolique énoncé depuis l'estrade de la domination statutaire. Ce pouvoir symbolique n'est dès lors opérationnel que lorsque la domination sociale qui le génère est effective. Ces deux adhérents, le premier issu d'une famille d'universitaires, en formation dans une école de dessin, le second issu d'une famille de professions intermédiaires, se positionnent à distance, au-delà même de leur position sociale, des milieux qui portent les discours de l'écocitoyenneté. Si les deux ont adhéré à leurs structures respectives par le biais du bouche-à-oreille, ils maintiennent une distance, ne s'investissant pas ou peu dans ces structures et, surtout, ne reconnaissant pas la légitimité sociale des représentants. Cette défiance du pouvoir symbolique est avant tout une défiance de la reconnaissance de sa légitimité et, au-delà, de la légitimité des utilisateurs de ce pouvoir symbolique. Il s'agit ainsi plus de l'affirmation d'une non-appartenance à un groupe socialement situé dans lequel s'exerce ce pouvoir symbolique, en mobilisant la légitimité de capitaux spécifiques, scolaires, culturels autres que ceux mobilisés dans le cadre de cette construction sociale de l'écocitoyenneté. La mise à distance de ce pouvoir symbolique amène ainsi à une mise à distance des normes régissant les significations tacites de ces pratiques, soit par l'arrêt des participations (le premier enquêté n'a pas renouvelé son adhésion, ne trouvant pas son compte dans une organisation jugée rigide), soit par le rejet des revendications politiques de ces pratiques, en se détournant des principes énoncés de la consommation citoyenne comme acte politique de consommation.

## Conclusion

La formulation d'une norme tacite au sein des structures de panier en circuits-courts s'apparente ainsi à la production d'un pouvoir symbolique, en mettant en circulation des catégories floues qui

agissent comme instruments de neutralisation des conflictualités et qui viennent encoder ces pratiques dans une signification morale. Les mots valises de l'écocitoyenneté permettent ainsi la définition d'un référentiel bien/mal, concernant les représentations et les pratiques, amenant à la conservation d'une signification politique abstraite en maintenant une convivialité nécessaire au fonctionnement du collectif. Face à cette norme, les attitudes des « simples » adhérents oscillent entre la reconnaissance de ce pouvoir symbolique, reprise des catégories dans un registre moral se traduisant par une difficulté à produire des significations politiques, et la mise à distance d'une norme édictée comme telle. Au-delà, les extraits d'entretiens nous rappellent que la reconnaissance sociale de la légitimité de ce pouvoir symbolique induit une mobilisation de ces pratiques et catégories. Cette mobilisation correspond ainsi certainement plus à la symbolique d'une allégeance ou d'une appartenance à un espace social dans lequel se rend effectif le pouvoir symbolique des catégories de l'écocitoyenneté, qu'à la production du politique par le bas dont se revendiquent pourtant les tenants de ce pouvoir citoyen renouvelé. Les processus d'appréhension de ces pratiques et catégories renvoient donc à la reconnaissance subjective d'une proximité qui dépasse les seules homologues objectives des profils sociaux.

Entre politisation des pratiques domestiques de consommation et dépolitisation d'un ordre moral, la manière dont se construisent les subjectivations de ces pratiques et des catégories légitimes énoncées correspondent moins à une opposition pouvant être catégorisée entre politisation et dépolitisation qu'à une opération de brouillage du politique et de recours à l'ambiguïté sémantique. Les débats sur l'effectivité des formes de politisations dont les pratiques de l'écocitoyenneté seraient le théâtre ne peuvent s'entendre qu'au prisme des pluralités de définition des processus de politisation. L'encodage de ces pratiques correspond à une qualification politique qui consiste ici en la reconnaissance de la dimension politique, soit par des acteurs identifiés comme politiques, soit par un étiquetage subjectif de la part des acteurs sur leurs propres actions, la définissant dès lors comme politique (Lagroye, 2003). Par l'exercice de ce pouvoir symbolique, les promoteurs et organisateurs qualifient politiquement leurs biens symboliques et induisent dès lors la reprise de cette qualification politique par les consommateurs (légitimant ainsi la qualification politique initiale, par voie de performativité). Pour autant, la construction des représentations et discours des enquêtés, la nature des biens symboliques mis en circulation, correspondent à certains égards à des faiblesses dans ce processus de politisation, dès lors que celui-ci est défini non plus comme qualification, mais comme construction des opinions, c'est-à-dire la capacité de penser et de mettre en mot des représentations conflictuelles, désingularisées, pouvant éventuellement se référer au jeu du champ politique, l'acceptation du débat (Arnaud et Guillonet, 2005 ; Hamidi, 2006). Le floutage des catégories, leur non-explicitation, correspondent ainsi à un processus de dépolitisation en maintenant les opinions sous forme d'avis plus ou moins vagues chez des enquêtés ne détenant pas les outils pour expliciter et mettre en mot leurs revendications supposées. Au travers de ce processus d'encodage moral des catégories de l'écocitoyenneté, c'est donc une appréhension d'enjeux globaux sans questionnement ni débat, sans ambition de produire une critique explicite des systèmes de production et de distribution, qui se dessine dans ces espaces locaux, renvoyant à la production d'une « impolitique ». Ainsi, selon Pierre Rosanvallon, « il n'y a pas dépolitisation au sens d'un moindre intérêt pour les affaires publiques et d'un déclin de l'activité citoyenne [...] le problème contemporain n'est pas celui de la passivité, mais de l'impolitique, c'est à dire du défaut d'appréhension globale des problèmes liés à l'organisation d'un monde commun » (Rosanvallon, 2006, p.28). Cette distinction entre dépolitisation et « impolitique » rend plus intelligible le glissement opéré entre une appréhension politisée et potentiellement conflictuelle des enjeux globaux au local et une appréhension reposant sur la neutralisation des catégories, l'essentialisme non contestable et non contesté de la norme morale et sur, finalement, la production d'un flou aussi consensuel que confortable venant bloquer toute explicitation des « problèmes liés à l'organisation d'un monde commun ».

## Bibliographie

- Arnaud Lionel et Guionnet Christine, (dir.), *Les Frontières du politique : enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005
- Boltanski Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit, 1982
- Bourdieu Pierre, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, Vol.16, n°16, p. 55-89.
- Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.
- Chavier Éric, « L'oiseau et la baie vitrée. Anthropologie des déchets dans une zone périurbaine
- Cochoy Franck, « Faut-il abandonner la politique aux marchés ? Réflexions autour de la consommation engagée », *Revue Française de Socio-Économie*, 2008, vol.1, n°1, p. 107-129.
- Cottin-Marx Simon et Cabantous Stéphanie, « Les Amap : agir local pour agir global. Entretien avec Stéphanie Cabantous, porte-parole du Miramap », *Mouvements*, 2013, vol.3, n° 75, p. 21-30.
- Dobré Michelle, *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Dubuisson-Quellier Sophie, « De la souveraineté à la gouvernance des consommateurs : l'espace du choix dans la consommation », *L'économie politique*, 2008, vol.3, n°39, p. 21-31.
- Dubuisson-Quellier Sophie, *La consommation engagée*, Paris, Presses de Science Po, 2009.
- Gaxie Daniel, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.
- Hamidi Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 2006, vol.56, n°1, p.5-25.
- Lagroye Jacques, « Les processus de politisation », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 359-372
- Lamine Claire, *Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergeant*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2008.
- Lanciano Émilie et Saleilles Séverine, « Le travail institutionnel du mouvement des Amap », *Revue française de gestion*, 2011, vol.8, n°217, p. 155-172.
- Mundler Patrick, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », *Ruralia [En ligne]*, 2007, n° 20.
- pavillonnaire », *A contrario*, 2013, vol.1, n° 19, p. 17-33.
- Rosanvallon Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.
- Rumpala Yannick, « La "consommation durable" comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique*, 2009, vol.59, n°5, p. 967- 996.
- Siméant Johanna, « Un humanitaire "apolitique" ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 163-196.
- Tozzi Pascal, « Ville durable et marqueurs d'un "néo-hygiénisme" ? Analyse des discours de projets d'écoquartiers français », *Noroi*, 2013, vol.2, n°227, p. 97-113.